

Délibération n°2025_04_10_28

Objet : Adhésion à la convention de participation - risque prévoyance - Collecteam / Générali Vie - Centre de Gestion de l'Hérault (CDG 34)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 avril 2025, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Mario MARCOU pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU pouvoir à Olivier BOUDET - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER

Absents :

Muriel POUJOL - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n°2014_04_30/15 du Conseil municipal en date du 30 avril 2014 fixant le montant de la participation employeur au risque prévoyance des agents de la commune ;

Vu la délibération n°2024_04_11_29 du Conseil Municipal en date du 11 avril 2024 donnant mandat au Centre de Gestion de l'Hérault pour l'organisation et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et à la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 26 mars 2025 relatif au régime de prévoyance complémentaire, à adhésion facultative, au bénéfice de l'ensemble du personnel ;

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents, le Centre de Gestion a lancé une consultation au niveau départemental pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à une convention de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs de prévoyance complémentaire à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 6 ans.

La mutualisation des risques, organisée au niveau départemental, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations maintenus pendant 2 ans.

De plus, le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, l'employeur est tenu de verser une participation financière minimale fixée par ledit décret à hauteur de 7 euros par mois et par agent, quelle que soit leur quotité de travail, à compter du 1er janvier 2025.

Depuis le 1^{er} juillet 2014, les agents de la collectivité ayant adhéré au contrat collectif de protection sociale complémentaire – risque prévoyance bénéficient d'une participation employeur de 10 € mensuels.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adhérer à la convention de participation pour la couverture du risque d'adhésion facultative afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de Pérols à compter du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'au 31 décembre 2030 ;
- Autoriser la souscription de la garantie de base à adhésion facultative à hauteur de 90 % du revenu net des agents en cas d'incapacité temporaire de travail ou d'invalidité à effet au 1^{er} juillet 2025 ;
- Dire que la participation financière à la cotisation des agents est fixée à 10€ mensuels par agent adhérent au contrat collectif du Centre de Gestion de l'Hérault ;
- Dire que les crédits sont inscrits au chapitre 012 du budget de la commune pour l'année 2025 et suivantes.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 11 avril 2025

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.